

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Australie, Nouvelle-Zélande et Pacifique

Une publication du SER de Canberra
En collaboration avec l'ambassade de France en Nouvelle-Zélande
Semaine du 16 au 22 octobre 2026

À Retenir

- **Australie** : Bras de (minerai de) fer entre Fortescue et l'acheteur chinois CMRG
- **Nouvelle-Zélande** : L'accord avec l'Inde entre en vigueur, de nouveaux dialogues commerciaux sont engagés
- **Pacifique** : La Banque asiatique de développement renforce son soutien aux petites économies insulaires

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Nouvelle-Zélande

3,7%

Inflation au T3 2026

En Nouvelle-Zélande, l'inflation a ralenti à 3,7 % au troisième trimestre 2026, en g.a., après 4,1 % au deuxième trimestre, mais reste supérieure à la cible de la Banque de réserve. Si la hausse du prix de l'essence (+19,1 % en g.a.) reste le principal contributeur à l'inflation totale, les pressions sur les prix ne se limitent pas aux carburants : l'inflation sous-jacente, mesurée hors alimentation et énergie, a accéléré à 2,9 % en g.a., après 2,5 % au deuxième trimestre. Parmi les autres facteurs de hausse figurent les prix de l'électricité (+9,3 % en g.a.), des billets d'avion internationaux (+12,5 %) et les taxes et redevances locales (+6,2 %). Toutefois, ce ralentissement pourrait n'être que temporaire : certains économistes anticipent une remontée de l'inflation au T4, notamment sous l'effet des prix des carburants. [Stat NZ](#), [News](#)

AUSTRALIE

La hausse des dépenses publiques compliquent la consolidation des finances publiques

Le Trésorier, Jim Chalmers devrait, selon l'Australian Financial Review identifier environ 11 Md AUD d'économies supplémentaires lors de la publication du Mid-Year Economic and Fiscal Outlook, prévue en décembre 2026. Ces révisions concernent notamment le National Disability Insurance Scheme (NDIS), dispositif national de financement des aides aux personnes en situation de handicap, ainsi que les prestations sociales, les services aux personnes âgées et les programmes de soutien aux ménages. Le NDIS constitue l'une des principales sources de dépassements : les dépenses prévisionnelles du programme ont été révisées à la hausse de 15,9 Md AUD dans le budget de mai 2024, puis de 13,9 Md AUD dans celui de mai 2026, sur des horizons de cinq ans et avant prise en compte des nouvelles mesures d'économies. Le gouvernement souligne que ces révisions reflètent notamment l'indexation des prestations et l'augmentation de la demande pour certains services. En parallèle, la hausse des rendements obligataires accroît progressivement la charge d'intérêts de la dette publique, compliquant le redressement d'un budget fédéral toujours déficitaire. [AFR](#), [AFR](#)

Bras de (minerai de) fer entre Fortescue et l'acheteur chinois CMRG

Le quatrième producteur mondial de minerai de fer, Fortescue, pourrait être amené à réduire sa production minière si les négociations avec la centrale d'achat publique chinoise CMRG n'aboutissent pas d'ici la fin de l'année. Fortement dépendant du marché chinois, le groupe mène des négociations difficiles sur les conditions de vente avec China Mineral Resources Group (CMRG), qui représente les aciéristes chinois. Sans accord d'ici la fin de l'année, l'industriel australien prévient que ses opérations pourraient être affectées et des ajustements de production envisagés. 30 % de la production de ce mois d'octobre a déjà été mise en stock plutôt qu'expédiée. Ces tensions commerciales concernent également les autres producteurs australiens Rio Tinto et BHP, a été discuté entre le Trésorier, Jim Chalmers, et son homologue chinois Lan Fo'an en marge de la réunion des ministres des Finances de l'APEC à Hong Kong. La Chine reste le principal partenaire commercial de l'Australie et le minerai de fer son premier poste d'exportation en valeur. [AFR](#), [The West Australian](#)

L'accord de libre-échange UE-Australie reste confronté à des incertitudes politiques en Australie

Conclu en mars 2026 après près de huit ans de négociations, l'accord permettra à près de 98 % des exportations australiennes de biens d'entrer dans l'UE sans droits de douane dès son entrée en vigueur, avec un accès élargi au marché européen pour la viande bovine et ovine. Cependant, les contingents annuels totaux à terme, incluant les quotas existants, de 35 000 tonnes de viande bovine et de 30 851 tonnes de viande ovine, sont jugés insuffisants par les organisations représentatives des éleveurs. Les producteurs de légumes et les organisations patronales soutiennent en revanche le texte. Au sein de la Coalition, les Libéraux n'ont pas encore arrêté leur position, contrairement aux Nationaux, qui s'y opposent. Le ministre du Commerce, Don Farrell, exclut toute renégociation. Faute de majorité au Sénat, le gouvernement travailliste devra obtenir des soutiens supplémentaires pour faire adopter les dispositions législatives nécessaires à la mise en œuvre de l'accord, dont l'examen parlementaire pourrait débuter en 2027, après sa signature. [The Guardian](#), [ABC](#)

Les prix des maisons reculent dans toutes les capitales australiennes, une première depuis 15 ans

Selon Domain, les prix des maisons ont baissé au troisième trimestre 2026 dans l'ensemble des capitales des États et territoires australiens. À Sydney, le prix médian a reculé de 4,7 %, à 1,7 M AUD, son plus bas niveau depuis deux ans. Melbourne enregistre un troisième trimestre consécutif de baisse (-3,3 %), à 1,0 M AUD. Perth affiche le recul le plus marqué (-7,4 %), tandis que Brisbane (-5,4 %) et Adélaïde (-3,0 %) connaissent leurs plus fortes contractions trimestrielles. Selon Domain, cette baisse reflète notamment la hausse des taux d'intérêt et les pressions sur le pouvoir d'achat, qui réduisent la capacité d'emprunt et la confiance des acheteurs. L'allongement des délais de vente et l'augmentation de l'offre renforcent le pouvoir de négociation des acheteurs. Morgan Stanley anticipe un point bas au second semestre 2027, avec une baisse cumulée des prix à l'échelle nationale de 10 à 15 % entre le sommet et le creux du cycle. [The Guardian](#)

NOUVELLE-ZELANDE

L'accord de libre échange avec l'Inde entre en vigueur, de nouveaux dialogues commerciaux sont engagés

La Nouvelle-Zélande renforce ses relations commerciales avec le Brésil et le Canada, tandis que son accord de libre-échange avec l'Inde est entré en vigueur le 20 octobre. Wellington a annoncé la création de dialogues bilatéraux avec le Brésil et le Canada afin de développer les échanges et les investissements. Le Canada constitue le dixième débouché des exportations néo-zélandaises. Les échanges bilatéraux de biens et services ont atteint 3,5 Md NZD au cours de l'année achevée en juin 2026, dont 2,2 Md NZD d'exportations néo-zélandaises, principalement de viande, de produits laitiers, de fruits, de boissons et de services de voyage. Avec le Brésil, les discussions porteront également sur

la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Parallèlement, l'accord avec l'Inde permet désormais à 57 % des exportations néo-zélandaises vers ce marché d'entrer sans droits de douane, une proportion appelée à atteindre 82 % à terme. Ces initiatives s'inscrivent dans l'objectif du gouvernement de doubler la valeur des exportations d'ici 2034. [Reuters](#), [Beehive](#), [Beehive](#)

La Nouvelle-Zélande n'imposera pas de mesures de sauvegarde sur les importations de profilés d'aluminium

L'association locale des extrudeurs d'aluminium (Aluminium Extruders Association of New Zealand — ALENZ) a déposé une demande de mesures de sauvegarde sur les importations de profilés d'aluminium début 2026, rejetée le 5 octobre par le ministre du Commerce et de la Consommation, Cameron Brewer. Selon l'analyse du ministère des Entreprises, de l'Innovation et de l'Emploi (MBIE), l'imposition de droits de douane ou de contingents pourrait avoir un effet négatif sur l'économie, notamment en gonflant artificiellement les prix à la consommation et en perturbant les chaînes d'approvisionnement. Une telle mesure pourrait aussi, selon le ministre, nuire aux relations commerciales du pays. Par ailleurs, l'application de mesures de sauvegarde suppose de démontrer un lien de causalité entre l'augmentation des importations et un préjudice grave, sans attribuer aux importations les dommages causés par d'autres facteurs. Or, selon les conclusions rapportées du MBIE, les difficultés du secteur tiennent également à la contraction du marché intérieur de la construction et à la hausse des coûts de production locaux. L'ALENZ dénonce une décision menaçant la survie de l'industrie locale et environ 1 000 emplois. NZ First a également vivement critiqué cette décision, appelant le gouvernement revenir dessus. [RNZ](#), [The Post](#).

La Nouvelle-Zélande a signé un accord de 1,6 Md NZD avec Washington pour l'achat de cinq hélicoptères de combat Seahawk et de l'armement associé.

Cet achat s'inscrit dans le cadre du plan de capacités de défense du pays, et représente la plus grande dépense effectuée dans ce cadre. Leur exploitation coûtera 110M NZD supplémentaires par an sur les dix prochaines années, et des fonds seront nécessaires pour moderniser la base aérienne. Livrés à partir de 2030, ces appareils remplaceront la flotte actuelle d'hélicoptères navals et renforceront les capacités offensives, défensives et de surveillance des frégates néo-zélandaises grâce à une vitesse et une autonomie accrues. L'interopérabilité avec l'Australie, qui utilise déjà ce modèle, a également motivé ce choix stratégique. [RNZ](#), [ODT](#).

PACIFIQUE

La Banque asiatique de développement renforce son soutien aux petites économies insulaires

La stratégie, qui couvre 12 pays dont le Vanuatu, les Îles Cook, les Fidji ou les Tonga, repose sur trois axes : le développement des échanges et de l'investissement privé, l'amélioration des services essentiels et le renforcement des infrastructures durables. La BAD entend notamment soutenir la gestion des finances publiques, l'accès aux soins et à l'éducation, la transition vers une énergie propre, les transports et les services urbains résilients. Le portefeuille actif de la Banque dans ces 12 pays atteignait 1,9 Md USD pour 80 projets fin 2025, contre 454 M USD pour 35 projets fin 2015. Cette nouvelle approche vise à mieux répondre à l'exposition aux catastrophes climatiques, au coût élevé des services publics et aux contraintes de capacité des administrations insulaires. [ADB](#), [Fidji Global News](#),

Iles Salomon : la mobilité professionnelle vers l'Australie comme levier de revenus et d'emploi

Les Îles Salomon visent 5 000 travailleurs placés chaque année à l'étranger dans le cadre des programmes de mobilité professionnelle, afin d'accroître les revenus des ménages et de renforcer les compétences de la main-d'œuvre locale. Le Premier ministre, Matthew Wale, a annoncé cet objectif le 20 octobre 2026, à l'occasion du premier salon des employeurs agréés du programme Pacific Australia

Labour Mobility (PALM). Ce dispositif permet aux ressortissants des pays insulaires du Pacifique de travailler temporairement en Australie, notamment dans l'agriculture, l'horticulture, l'hôtellerie et l'industrie agroalimentaire. Depuis 2018, plus de 13 000 ressortissants des Îles Salomon ont participé au programme, dont environ 4 000 travaillent actuellement en Australie. En 2025, les transferts de fonds issus de la mobilité professionnelle ont atteint environ 507 M SBD, selon la Banque centrale du pays. Le gouvernement entend lever les obstacles administratifs, renforcer la coordination entre les administrations et réviser sa politique nationale de mobilité professionnelle. L'enjeu est de concilier hausse des départs, acquisition de compétences et retombées économiques durables pour les communautés locales. [Island Business](#)

Le Vanuatu lance sa première stratégie de promotion des investissements étrangers pour la période 2026-2030

Présentée par l'Agence de promotion des investissements étrangers (VFIPA), cette stratégie vise à renforcer l'attractivité du pays, soutenir le développement du secteur privé et favoriser la création d'emplois. Alignée sur le plan national de développement durable « Vanuatu 2030 », elle prévoit notamment des réformes réglementaires, une amélioration de l'accompagnement des investisseurs et le développement de secteurs prioritaires. Élaborée en concertation avec les acteurs publics, privés et les communautés locales, elle a bénéficié de l'appui financier et technique de plusieurs organisations internationales, dont le Cadre intégré renforcé et l'Association mondiale des agences de promotion des investissements. Cette initiative vise à renforcer la résilience économique du pays et à favoriser des investissements durables et inclusifs. Le communiqué de présentation ne précise toutefois ni objectif chiffré d'investissement ni liste de secteurs prioritaires. [Pacific business Review](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
	2025	2025	2025	2025	2026 (p)	2027 (p)	2025	2025			
Australie	27,9 (T1 2026)	1 840	66 352	2,0	1,9	1,6	-2,6	51,4	4,7 (Sept-26)	4,6 (Sept-26)	4,0 (Août-26)
Nouvelle-Zélande	5,3 (T2 2026)	259	48 621	0,3	2,0	2,6	-3,4	53,6	5,6 (Août-26)	2,75 (Sept-26)	3,7 (Sept-26)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab (USD)	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dette publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2025	2025	2025	2025	2026 (p)	2027 (p)	2025	2025	2025	2025
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10,4	33,1	3 183	6,2	3,1	4,0	14,3	52,1	160	4,4
Fidji	0,9	6,2	6 750	2,5	1,9	2,3	-7,7	78,7	111	-1,4
Îles Salomon	0,8	1,7	2 171	3,6	2,7	2,8	5,6	28,7	156	2,7
Vanuatu	0,3	1,3	3 826	3,7	3,5	3,2	-6,0	40,9	146	0,7
Samoa	0,2	1,3	6 114	4,2	0,4	1,7	5,7	21,2	122	1,8
Kiribati	0,1	0,4	2 756	4,3	3,0	2,5	-15,2	8,0	140	5,9
Tonga	0,1	0,7	6 869	4,4	1,8	1,9	-4,3	27,4	92	3,1
Micronésie	0,1	0,5	6 250	2,1	1,4	1,7	3,7	8,9	149	2,8
Îles Marshall	0,04	0,3	8 158	1,8	3,0	2,2	33,8	11,8	108	4,1
Palaos	0,02	0,4	19 444	6,0	4,3	2,7	-11,6	62,3	84	0,2
Naoero	0,01	0,2	15 000	2,2	2,1	2,0	2,7	14,6	124	6,1
Tuvalu	0,01	0,1	6 000	5,2	3,4	2,8	21,1	3,6	129	2,9

Sources: FMI et données nationales

À NE PAS MANQUER !

Événements à venir			
Sydney	26 octobre	Symposium FACET	FACET
Sydney	27 au 29 octobre	IMARC, avec déplacement du DIAMMS	Participation au salon IMARC à Sydney (27-29 octobre 2026), avec déplacement de Benjamin Gallezot, délégué interministériel aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques (DIAMMS), à l'occasion de l'événement.
Brisbane	29 octobre	Aerospace, Defence and Aviation panel event: Identifying Opportunities for SMEs	FACCI
Auckland	3 novembre	Sustainability Forum 2026	FNZCCI
Sydney	4 au 5 novembre	Sommet PTAANZ, avec RATP, Île-de-France et Société des Grands Projets	PTAANZ

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, inscrivez-vous en cliquant ici.

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.